
Colloque : Comment meurt une République ? Autour du Deux-Décembre. Appel à communication

Colloque international de la Société d'histoire de la révolution de 1848. Lyon, décembre 2001

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

« Colloque : Comment meurt une République ? Autour du Deux-Décembre. Appel à communication », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 20/21 | 2000, mis en ligne le 04 septembre 2008, Consulté le 09 février 2012.
URL : <http://rh19.revues.org/index239.html>

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848
<http://rh19.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :
<http://rh19.revues.org/index239.html>

Document généré automatiquement le 09 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Colloque : Comment meurt une République ? Autour du Deux-Décembre. Appel à communication

Colloque international de la Société d'histoire de la révolution de 1848.
Lyon, décembre 2001

1 Appel à communication

Ce colloque organisé par la Société de 1848 et par la Revue du XIXe siècle n'a bien entendu pas pour but de réhabiliter le coup d'État du 2 décembre 1851. Il ne s'agit pas non plus de s'inscrire dans une pratique exclusivement commémorative de la résistance au coup de force de Louis Napoléon Bonaparte. La remémoration est nécessaire et salutaire et le souvenir a été et est toujours un puissant facteur de solidarité, d'actions militantes et associatives. Nous voudrions en contrepoint réfléchir à la fois à l'histoire du coup d'État et de sa résistance telle qu'elle a été écrite et telle que nous pouvons aujourd'hui la repenser grâce aux renouvelés historiographiques autour des notions d'événement, de récit et d'acteurs de l'histoire. L'apport des autres disciplines est vivement souhaité, sociologie, politologie, études juridiques, géographie, afin de mieux comprendre les multiples aspects de cette crise politique que traverse la France au milieu du XIXe siècle et dont le 2 décembre 1851 constitue le point d'orgue.

Les cinq demi-journées du colloque donneront lieu à une trentaine de communications. Nous souhaitons ne pas juxtaposer des études ponctuelles. Toute proposition devra s'inscrire dans un des cinq grands thèmes présentés ci-dessous. Elle devra comprendre un titre provisoire, une page de présentation, et être renvoyée au plus tard le 15 janvier 2001.

Thème 1. Écriture du coup d'État et construction de l'événement

Dès ses lendemains, la mise en récit de l'événement est en soi un enjeu. Le conflit, à la fois social et politique, se prolonge autour de l'écriture du coup d'État. Les récits bonapartistes et ceux des républicains, les plus connus (Belouino, Granier de Cassagnac, de Mauduit, et Charras, Hugo, Schœlcher, Ténor), comme ceux qui le sont moins, pourraient être mis en regard. Ces textes gagneraient à être comparés quant à leur condition de production et de diffusion. L'appel à témoins et la notion de " pièces justificatives " nécessitent sans doute des analyses approfondies pour comprendre les modes de construction de l'événement par les contemporains. On s'attachera à ce qui a été publié : presse, témoignages, romans, en faisant apparaître les possibilités qu'offre chaque genre ainsi que leurs transgressions explicites à l'exemple de *La Fortune des Rougon*. Il serait utile de rapporter toutes ces publications à leurs lieux (publication de l'exil ou non) et dates (avant et après l'amnistie de 1859) d'édition. Peut-être existe-t-il des manuscrits demeurés quasi inconnus jusqu'à nos jours. Leurs histoires singulières permettraient de comprendre des modes d'écriture différents de ceux obéissant plus directement aux règles du tribunal de l'opinion. L'écriture du Coup d'État durant la IIIe République demandera aussi une attention particulière, car participant de l'enracinement d'un nouveau régime politique et non plus seulement du souvenir ou de la déploration/stigmatisation des " échecs " de la Seconde République.

Thème 2. Nécessité, intérêt et légitimation du coup d'État

Parce que peu étudiés jusqu'ici, le colloque pourrait être l'occasion de mieux comprendre les soutiens apportés au coup d'État et les modes de légitimation qu'ils mobilisent. Une réflexion sur les enjeux juridiques de l'événement s'impose. La question constitutionnelle que soulève la " prise du pouvoir " par Louis Napoléon implique une analyse de la conception bonapartiste des notions d'" autorités ", de " souveraineté ", de " gouvernement ", de " nation ", de " suffrage ", ainsi que du statut de " prince-président ". Sans doute conviendra-t-il de reparler du rôle, de l'image de Louis Napoléon Bonaparte lui-même et de son pragmatisme en ces

matières. On pourrait s'interroger sur l'idée de " remise en ordre " durant toute la Seconde République, et donc bien antérieure au coup d'État, par la mobilisation de notions comme par exemple celles de " dangers ", de " peurs " et de " complots ". De même une étude portant sur les intermédiaires et les relais du coup d'État, autant intentionnels que fonctionnels, comme les personnels administratifs et les magistrats, pourrait être riche d'enseignements. Quels sont enfin les groupes sociaux qui ont intérêt au coup d'État ? Il y a un soutien populaire au bonapartisme. Qu'en est-il des différentes composantes sociales du " parti de l'ordre " vilipendées par le *Dix-huit Brumaire* de Marx ? Une carte de la résistance armée à la résistance au coup d'État, comme pendant de celle mieux connue de l'insurrection, permettrait d'éclairer les clivages sociaux et politiques que révèle et produit l'événement.

Thème 3. Renoncements, silences et fin des possibles

Décembre 1851 peut être lu par les historiens comme aboutissement d'un processus, comme clôture d'une période. Mais l'événement a aussi été prévu, attendu, redouté, par les acteurs de cette période. Certains se sont tôt retournés contre les quarante-huitards, reconstruisant leurs responsabilités en les stigmatisant (Proudhon, Vermorel...), d'autres ont tenté de trouver les moyens de conjurer ce qu'ils pressentaient. Il conviendrait alors de s'interroger sur les temporalités spécifiques que cette attente a imprimé, sur le sentiment de fatalité ou de répétition de l'histoire qu'elle a pu entraîner, sur les rapports à l'histoire ou au futur qu'elle a induit. Les renoncements, amorcés dès l'année 1848, la progressive " remise en Ordre " entamée dès avant Juin ont, d'autre part, obligé au renouvellement des expériences et des projets. Ainsi en est-il du débat sur la place, le rôle et l'action des femmes en politique. De même, comme l'avait montré Rémi Gossez, l'échec de Juin 1848 et la politique répressive qui s'en est suivi n'ont pas interrompu et ont renforcé les investissements dans l'association ouvrière, porteurs d'un autre rapport au politique. Enfin, face à l'évolution constatée et redoutée du régime, les républicains ont réfléchi aux moyens de résistance, cherchant une alternative à la lutte armée ; ils ont réinterrogé les principes organisateurs de la République, suivant les chemins de la démocratie directe (Rittinghausen, Considérant...), de l'organisation décentralisée (Renouvier et Fauvety) ... Il serait souhaitable de faire large place à ces possibles tentés ou projetés, et dont Décembre 1851 semble marquer un terme.

Thème 4. Militances et résistances : sociologie et géographie

La résistance au coup d'État, explorée par de nombreux travaux, reste un champs de recherche qui peut être renouvelé. Qui sont ces hommes et ces femmes dont les archives retiennent les noms ? Des études locales s'attachant à la singularité des acteurs et des situations pourraient mettre en évidence les logiques et les limites de leur engagement. Pour quelles motivations se sont-ils mis en action ? Comment et pourquoi des réseaux ont-ils fonctionné ? Cette approche permettrait de relire plus finement la cartographie de la résistance au coup d'État : au delà des régions où la résistance s'est massivement exprimée, il y eut des résistances ultra-minoritaires, quasiment du ressort de l'individu, qui apparaissent peu dans les études générales. La mise en regard de situations de résistance majoritaire et isolée éclairerait sans doute la compréhension des logiques à l'œuvre. Elle pourrait conduire à une réflexion sur la construction des catégories (" combattants ", " victimes ", " insurgés ", etc., ou encore les catégories spatiales de description des zones de résistance) : il serait utile de rapporter ces catégories, fruit de procédures judiciaires ou administratives qui font les sources des historiens, à l'expérience et au parcours des individus. Ces expériences individuelles pourront être abordées dans leur devenir : que devinrent les déportés, les personnes mises sous surveillance ? Comment s'opéra le retour des prévenus tôt ou tard relâchés, qu'en fut-il de leurs relations avec le reste de la collectivité, en particulier dans les régions de " faible résistance " ? Quels furent les mécanismes de transmission de leur expérience politique à destination de leurs proches ?

Thème 5. Regards extérieurs et destins de 1851

On connaît en définitive assez mal, les réactions à chaud et à plus long terme qu'ont suscitées hors de France le coup d'État et la résistance à celui-ci. Au lendemain de l'écrasement du Printemps des peuples, le regard des cours européennes s'inscrit dans une double perspective : le rejet de la violence et la recherche d'un nouvel ordre européen. Comment s'intègre alors la prise du pouvoir par Louis Napoléon Bonaparte dans cette reconfiguration politique monarchiste ? Comment le bonapartisme combattu explicitement dans la paix de Vienne peut-il désormais à la fois faire partie de l'équilibre européen et s'inscrire dans les aspirations nationales renaissantes ? Les appréciations des théoriciens politiques étrangers, que ce soit par exemple celle de Marx ou celle des libéraux anglais qui comme Bagehot s'interrogent sur l'actualité du césarisme, doivent être examinés.

1851 est aussi conçu comme un événement fondateur de culture et d'engagement politiques. A l'occasion d'autres crises politiques, la référence, la filiation, plus ou moins explicites au coup d'État de Louis Napoléon, à la fin du XIXe et au XXe siècle sont multiples : on songe à Mussolini, à Pétain, à 1958. Les réflexions sur le populisme, sur l'homme providentiel et plus généralement sur l'articulation entre un pouvoir fort et toutes les formes d'appels au peuple ont nourri l'action et la réflexion politiques de ce siècle. Mais inversement, la Résistance sous l'Occupation, les mouvements régionalistes des années 1970, ont eux aussi contribué à forger les représentations et les jugements portés sur le coup d'État du deux décembre 1851.

Les propositions doivent être adressées à :

Laurent Clavier

ISH/Centre Pierre Léon, 14 avenue Berthelot, 69363 LYON cedex 07

Courriel : Laurent.Clavier@ish-lyon.cnrs.fr

Pour citer cet article

Référence électronique

« Colloque : Comment meurt une République ? Autour du Deux-Décembre. Appel à communication », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 20/21 | 2000, mis en ligne le 04 septembre 2008, Consulté le 09 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index239.html>

Droits d'auteur

Tous droits réservés
